

Country. He believed that it should be formed into a Crown Colony, or a series of Crown Colonies, and that the Queen would have the benefit of all the trade without the people of the Dominion incurring the risk of extending their territories or burthening themselves with the expense. The session of Parliament to which he had referred, lasted forty days, and after it closed and went home. When Parliament opened again he found that it had decided to purchase the Territory. After this, delegates were sent to England, and the arrangements they had made were, he admitted, of an advantageous character. The policy as to the North-West was settled when he went into the Government last spring, and there was nothing to be done except to carry out the policy which Parliament had laid down. He now addressed the House in the presence of his friends in the Government, and would ask them whether, from the day he entered the Cabinet, they had not his sincere and hearty co-operation in the course they had determined to pursue. He would now say something as to his connection with this question, but everything that related to the policy of the Government after the insurrection, it would be more convenient to discuss when the papers came down. He proposed now to confine himself chiefly to those points on which the gentlemen opposite had made observations in the matter of his conduct. About mid-summer he had gone up the Upper Ottawa, and on his return was about to pay a visit to his own Province, when he was surprised to receive a note from one of the Government as to exchanging the office he then held to that of Secretary of State for the Provinces. On reference to this particular circumstance, he would observe it had been stated abroad, and not contradicted, that there was some French conspiracy, some conspiracy, hatched he did not know exactly where, or by whom, but hatched in some decree in the interests of Lower Canada, and by some gentlemen who represented that section of the country. He would now state that the proposal was made to him by the Minister of Justice, sitting in the Hon. Mr. McDougall's house, and no one was present but three persons; and those three were themselves. There was not in the city a French member of the Cabinet, save the Hon. Mr. Chapais. Sir George-É. Cartier and the Hon. Mr. Langevin were in the Lower Provinces. He did not know whether they were conversant with the proposition or not. Next day, going down the river to Montreal, he put the question to the Minister of Justice. "Do you really wish me to change office? I have no desire to change for I am happy enough where I am." (Laughter.) He further stated to Sir John A. Macdonald that he desired no change, but at the same time, was perfectly willing to

Il a déclaré alors, qu'à son avis, il fallait constituer une colonie de la Couronne, ou une série de colonies; la Reine pourrait bénéficier de tous les échanges commerciaux sans que la population de la Puissance ait à encourir les risques et les frais d'une expansion de son territoire. Cette session du Parlement à laquelle il se réfère, a duré quarante jours au bout desquels les députés se retirèrent. Lors de la nouvelle ouverture du Parlement, il apprit qu'on avait décidé d'acheter le Territoire. Par la suite, les délégués envoyés en Angleterre ont négocié des accords dont il reconnaît les avantages. La politique concernant le Nord-Ouest était ainsi déjà définie quand il a accédé au Gouvernement, au printemps dernier; il ne restait plus rien d'autre à faire que de continuer dans la voie déjà tracée par le Parlement. Il s'adresse maintenant à la Chambre, en présence de ses amis du Gouvernement, et leur demande s'ils n'ont pas eu, dès le premier jour de son entrée au Cabinet, sa collaboration sincère et entière pour la poursuite des objectifs qu'ils avaient choisis. Il va maintenant s'expliquer au sujet de son attitude dans cette question; toutefois, en ce qui concerne la politique du Gouvernement après l'insurrection, il serait préférable d'en discuter quand tous les documents auront été obtenus. Pour le moment, il a l'intention de se limiter essentiellement aux points sur lesquels ces messieurs de l'Opposition ont fait des remarques quant à son attitude. Vers le milieu de l'été, il avait remonté le Haut-Outaouais et, à son retour, avait l'intention de visiter sa propre province quand il eut la surprise de recevoir une note de l'un des membres du Gouvernement—on lui proposait d'échanger le portefeuille qui lui avait été confié pour celui de secrétaire d'État pour les provinces. En relatant ces circonstances particulières, il fait remarquer qu'on a déclaré à l'étranger qu'il s'agissait de quelque complot français, complot fomenté on ne sait exactement où, ni par qui, mais fomenté grâce à un décret favorisant le Bas-Canada par certains représentants de cette partie du pays (cette déclaration faite à l'étranger n'a pas été démentie). Il déclare maintenant que cette proposition lui a été faite par le ministre de la Justice, alors qu'il se trouvait dans la résidence de l'honorable M. McDougall; seules trois personnes étaient présentes, c'est-à-dire eux-mêmes. Aucun membre français du Cabinet ne se trouvait dans la ville, sauf M. Chapais. Sir George-É. Cartier et M. Langevin se trouvaient dans les Basses-Provinces. Il ne sait pas si ces messieurs étaient au courant de la proposition. Le jour suivant, alors qu'il descendait la rivière vers Montréal, il a posé cette question au ministre de la Justice: «Désirez-vous vraiment que je change de portefeuille? Je ne souhaite pas changer, je suis très satisfait de ma situation actuelle».

[Hon. Mr. Howe—L'hon. M. Howe.]